



N° 7 - décembre 2014

Panorama au 2 décembre 2014

Éditorial

En octobre, recul sur un an des prix à la production pour la plupart des produits agricoles

En octobre 2014, si les grandes cultures et plus particulièrement les céréales ont continué de peser fortement dans le recul global des prix à la production sur un an, la plupart des autres productions végétales et animales présentaient aussi des prix en repli, à l'exception de la viticulture, des légumes et des œufs. Les prix des produits agricoles à la production mesurés par l'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) baissent de 5 % sur un an.

Les prix des grandes cultures ont souffert de l'abondance de l'offre mondiale, à l'exception du blé dur pour lequel la production de qualité est très faible chez les principaux producteurs mondiaux. Cette abondance de l'offre et l'exception concernant le blé dur se retrouvent également en France. Le surcroît de récolte est toutefois moins marqué qu'au niveau mondial pour le blé tendre. Les conditions climatiques douces et ensoleillées du printemps ainsi que les pluies de l'été ont favo-

risé la croissance des grandes cultures et le temps doux et sec d'octobre a facilité leur récolte à l'automne, notamment pour le maïs. Seuls le blé et le tournesol ont pâti des températures estivales basses et des intempéries, à l'origine d'une qualité hétérogène des blés et de maladies pour le tournesol. La production de maïs grain atteindrait un niveau record (16,9 Mt), en hausse de 15 % sur un an, malgré une sole en retrait et les rendements dépasseraient les 100 q/ha (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, décembre 2014*). La récolte de maïs fourrage progresserait aussi (+ 8 %) avec une proportion d'épis élevée, preuve d'une bonne qualité. La production de pommes de terre de conservation et de demi-saison s'établirait à son plus haut niveau depuis 1971.

Les prix des vins d'appellation au début de la campagne de commercialisation 2014/2015 ont poursuivi en octobre leur hausse sur un an (+ 10 %) mais de façon moins prononcée qu'en août

et septembre (respectivement + 19 et + 15 %). Ces hausses s'inscrivent dans un contexte où les disponibilités (production + stocks) de ces vins sont légèrement supérieures à 2013 (+ 3 %), soutenues uniquement par la forte hausse de la production sur un an. Les exportations de vins tranquilles AOP reculent depuis janvier, avec toutefois une amélioration au troisième trimestre par rapport aux deux premiers. Au troisième trimestre, les exportations vers l'UE se remettent à croître sur un an tandis que celles vers les pays tiers atténuent leur repli, particulièrement vers l'Asie et le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taïwan ». Pour la première fois depuis plusieurs mois, les prix pour les vins avec indication géographique de provenance (IGP) ou sans indication ont été plus dynamiques que pour les vins d'appellation (+ 17 % sur un an pour le mois d'octobre). Les prix demeurent globalement supérieurs de plus de 20 % aux prix moyens 2009-2013. Face à une récolte française proche d'une année moyenne,

comparée à celle de 2012 et 2013, les récoltes de vins pour les principaux pays européens, comme l'Espagne et l'Italie, seraient en retrait par rapport à 2013 (*En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées, Viticulture n° 2014/254, décembre 2014*).

Depuis le début de la campagne 2014-2015, les prix à la production des fruits d'automne ont été inférieurs à leur niveau de 2013 et au niveau moyen 2009-2013, tirés à la baisse par le recul des prix des pommes et poires. Les prix de ces deux fruits ont été pénalisés par une douceur automnale qui n'a pas favorisé leur consommation et par des exportations peu dynamiques vers l'Europe non compensées par des ventes vers les pays tiers. L'embargo russe devrait avoir un effet limité sur un marché français déjà peu actif sur le plan intérieur et à l'exportation. Pour la campagne 2014-2015, la production française de pommes et poires est estimée inférieure à la moyenne 2009-2013 (respectivement - 2 % et - 5 %). Au niveau européen, la production, selon Prognosfruit, serait supérieure de 13 % pour la pomme et inférieure de 3 % pour la poire à la moyenne 2009-2013. La Pologne, principal fournisseur européen de pommes du marché russe, devrait voir sa production augmenter de 36 % par rapport à sa récolte moyenne 2009-2013. En octobre, le niveau des stocks de pommes est en léger repli par rapport à 2013 (- 6 %) alors que celui des poires est stable. La production de pommes et poires est estimée en deçà de celle de 2013 et du niveau moyen sur la période 2009-2013.

En octobre, les prix des légumes sont en hausse soutenue sur un an, grâce aux légumes de saison (salade et endive) mais également aux légumes d'été, comme la tomate, le concombre et la courgette dont la consommation, favorisée par la douceur des températures s'est heurtée à une offre réduite en fin de campagne qui a tiré les prix à la hausse sur un an et par rapport aux prix moyens 2009-2013. Cette douceur a, en revanche, été moins favorable à la consommation du poireau et du chou-fleur mais grâce à une offre limitée, les prix d'octobre sont par-

venus à se positionner au-dessus de ceux de 2013 pour le chou-fleur, même s'ils sont demeurés en retrait par rapport à la moyenne du même mois des cinq dernières années.

En septembre, les productions d'animaux de boucherie se sont repliées sur un an, à l'exception de la production de porcins, alors que les prix à la production décrochaient pour toutes les espèces. Malgré la hausse sur un an des abattages de vaches, les abattages de gros bovins ont reculé. Cette baisse s'est accompagnée d'une dégradation du solde commercial des bovins d'élevage (exportations de brouillards essentiellement) vers l'Italie entraînant un recul de la production totale de bovins. Les cours des bovins ont continué de se dégrader, à l'exception toutefois des veaux de boucherie qui se sont maintenus au niveau de 2013. En octobre, les prix des gros bovins et des veaux de boucherie ont accentué leur recul.

La production des ovins a reculé en septembre, la hausse des abattages n'ayant pu compenser la dégradation du solde commercial. Les prix ont été orientés à la baisse en septembre (- 5 % sur un an) mais favorisés par une offre limitée, ils ont moins décroché en octobre (- 1 %).

Malgré une consommation apparente de viande porcine (y compris graisse de porc) en hausse depuis le début de l'année, les prix à la production ont accentué leur chute sur un an (- 20 %). Les cours ont été pénalisés par une production en hausse en septembre et des débouchés réduits à l'exportation. Depuis le début de l'année, les exportations reculent vers les pays tiers et notamment vers la Russie, suite à l'embargo sanitaire instauré en janvier et ce repli n'est que partiellement compensé par les exportations vers l'Asie. La baisse importante sur un an se confirme en octobre (- 18 %) et depuis septembre, les prix à la production reculent par rapport à la moyenne du même mois des cinq dernières années.

Au mois de septembre, les abattages de volailles ont été quasiment stables en têtes et ont progressé en tonnage

pour les trois principales espèces : poulets, canards et dindes. Pour les poulets de chair, la situation s'améliore après une longue série de baisses liées à la suppression des restitutions à l'exportation. En cumul depuis le début de l'année, les abattages ont néanmoins reculé, en têtes et en tonnage, en raison du repli de ceux de poulet. En septembre et octobre, les prix à la production poursuivent leur baisse mais de façon moins prononcée que lors des mois précédents.

En 2014, le recul des prix à la production des viandes s'est traduit par une moindre hausse des prix à la consommation qu'en 2013. Le prix n'a pour autant pas été le seul élément explicatif des achats par les ménages. En 2014, leurs achats de viande ont ralenti dans un contexte économique défavorable et de modifications des comportements d'achats, au gré des conditions climatiques exceptionnellement douces de l'hiver et du printemps et fraîches de l'été. Parmi les achats de viande fraîche, seuls les achats de porc, dont les prix ont moins progressé que les autres viandes, se sont accrus. La consommation de viandes fraîches à bouillir et à braiser poursuit une tendance à la baisse tandis que celle de produits plus élaborés a continué sa progression. En 2014, la consommation française totale de viande par habitant, y compris la consommation de viande hors foyer et la consommation de plats préparés à base de viande, rebondirait, grâce à la viande porcine et à la volaille (*En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à « moindre temps de préparation », Consommation n° 2014/256, décembre 2014*).

En octobre, après une croissance ininterrompue de 18 mois, le cours du lait à la production en France a reculé sur un an. Ce recul s'inscrit dans le sillage du repli des cours mondiaux et européens, en lien avec une collecte laitière mondiale très dynamique sur les six premiers mois de l'année et un commerce mondial sensiblement ralenti à partir du second semestre.

En relation avec le repli du prix du lait et la détérioration du rapport de ce prix

par rapport à celui de l'aliment, la production laitière a ralenti sa croissance pour retrouver quasiment le niveau d'octobre 2013. Ces retournements de tendance interviennent à la suite du décrochement des prix des produits industriels au premier semestre 2014, puis de leur chute durant l'été, dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale et d'embargo russe. Les disponibilités abondantes en lait ont profité aux fabrications de produits laitiers et particulièrement au beurre et aux poudres de lait écrémé. Les exportations de ces produits ont fortement progressé en septembre, sur un an (*Infos rapides Lait, novembre 2014*) (*Chute des cours mondiaux des produits laitiers au second semestre 2014, Lait n° 2014/255, décembre 2014*).

En octobre, malgré une production d'œufs de consommation cumulée sur les deux premiers trimestres en hausse de 5 %, la hausse des prix à la production s'est poursuivie sur un an, favorisée, ces derniers mois, par la bonne tenue des exportations. La hausse des prix s'est cependant beaucoup réduite depuis juin dernier (+ 1,5 % après + 7 %

en septembre et + 13 % en août). Les prix des œufs retrouvent presque leur niveau moyen d'octobre, observé au cours de la période 2009-2013.

Les prix d'achat des intrants ont poursuivi en octobre leur recul sur un an, entamé un an plus tôt, sous le triple effet du repli des prix des aliments destinés aux animaux, des engrais et des énergies et lubrifiants. Si le recul des prix s'est maintenu au même niveau qu'en septembre, le décrochement, sur un an, des prix des engrais et amendements s'est atténué par rapport au mois précédent et amplifié pour les aliments et le poste *énergies et lubrifiants* (*Infos rapides Moyens de production, décembre 2014*).

L'excédent des échanges agroalimentaires français a été plus important en octobre 2014 qu'un an auparavant, interrompant une baisse continue depuis mai 2013, à l'exception du mois de juillet 2014. L'excédent commercial s'est accru aussi bien avec les pays tiers qu'avec l'Union européenne. Le solde a progressé pour les produits bruts comme pour les produits transformés. La hausse des exportations en

volume des céréales a plus que compensé la baisse des cours, notamment pour le maïs. Pour les produits transformés, l'excédent sur un an a progressé sous l'effet de la baisse plus importante des importations que des exportations. Les importations ont diminué à la suite de la baisse des achats de boissons, d'huiles et tourteaux. Les exportations, quant à elles, se sont rétractées sous l'effet du recul des ventes de sucre, de viande bovine et porcine et de produits des céréales. Sous l'effet de l'embargo russe (à partir de janvier pour la viande porcine et d'août pour certains autres produits agroalimentaires), les exportations de produits agroalimentaires ont fortement diminué vers la Russie, notamment pour la viande porcine. Malgré cette baisse sur la Russie, la valeur des exportations de produits laitiers, toutes destinations confondues, a progressé légèrement grâce à la forte hausse des quantités vendues de poudre de lait et de beurre, permettant au surcroît de production laitière de trouver des débouchés (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, décembre 2014*).

Annie Delort

Sommaire des synthèses

Synthèses

En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées, <i>Viticulture</i>	7	<i>L. Bernadette</i>
Chute des cours mondiaux des produits laitiers au second semestre 2014, <i>Lait</i>	11	<i>H. Bouhalli</i>
En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à « moindre temps de préparation », <i>Consommation</i>	15	<i>B. Edan</i>

Organismes et abréviations 23

Pour en savoir plus 25

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 10/11, novembre 2014	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Ovins, n° 9/11, octobre 2014	<i>M.A. Lapuyade</i>
Animaux de boucherie - Porcins, n° 9/11, octobre 2014	<i>C. Pendariès</i>
Aviculture, n° 11/11, décembre 2014	<i>C. Pendariès</i>
Chou-fleur, n° 3/6, novembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Climatologie, n° 11/12, décembre 2014	<i>J. Gabrysiak</i>
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 11/12, novembre 2014	<i>G. Wemelbeke</i>
Concombre, n° 5/5, novembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Courgette, n° 4/4, novembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Grandes cultures et fourrages, n° 10/10, décembre 2014	<i>O. Satger</i>
Lait, n° 9/12, novembre 2014	<i>S. Cazeneuve</i>
Moyens de production, n° 10/10, décembre 2014	<i>H. Bouhalli, B. Edan</i>
Poire, n° 4/4, novembre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Poireau, n° 3/5, novembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Pomme, n° 6/6, novembre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>
Prix agricoles et alimentaires, n° 10/10, décembre 2014	<i>A. Delort</i>
Stocks Pommes-Poires, n° 2/10, novembre 2014	<i>L. Bernadette</i>
Tomate, n° 6/6, novembre 2014	<i>P. Arnoux</i>
Viticulture, n° 4/4, novembre 2014	<i>L. Bernadette, V. Bouchard-Aerts</i>

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans Le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Viticulture

Synthèses décembre n° 2014/254

[Retour éditorial](#)

En 2014, les cours des vins se situent à un niveau supérieur à ceux des années passées

En 2014, la récolte viticole française, estimée à 46,5 millions d'hectolitres, retrouverait un niveau plus proche d'une année moyenne, comparé à ceux des deux années précédentes, caractérisées par de petites récoltes. Le démarrage de la campagne de commercialisation 2014/2015 est dynamique pour les vins à indication géographique protégée (IGP). Les volumes exportés de vins d'appellation d'origine protégée, hors champagne, reculent nettement sur les neuf premiers mois de l'année comparés à la même période de 2013, mais ce recul se réduit fortement au troisième trimestre. En début de campagne 2014/2015, les prix des vins hors appellation restent dynamiques alors que ceux avec appellation sont orientés à la baisse depuis le mois de mai, mais restent plus élevés que ceux de l'année précédente.

Disponibilités des vins AOP en hausse pour la campagne 2014/2015

Selon les prévisions du Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) au 1^{er} novembre 2014, la récolte française de vins s'élèverait à 46,5 millions d'hectolitres pour la campagne 2014/2015. Après les productions historiquement faibles des années 2012 et 2013, 2014 signe le retour à une production proche de la moyenne 2009-2013 (+ 2 %). La campagne 2014 a été marquée par des conditions climatiques favorables au moment de la floraison. Les précipitations estivales ont ensuite écarté le risque de sécheresse. Enfin, une belle arrière-saison a permis aux vendanges de se dérouler normalement. En particulier, la pro-

duction en vins d'appellation d'origine protégée serait supérieure de 18 % à celle de l'an passé. La récolte des vins en IGP est estimée stable sur un an. Celle des autres vins serait en baisse de 2 %.

Selon l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin (OIV), les récoltes des principaux pays européens, hors jus et moûts, diminueraient de 12 % par rapport à 2013 pour l'Espagne, à 37 millions d'hl et de 1 % pour l'Italie,

Estimation de récolte de vins au 1^{er} novembre 2014

Catégories de vins	2014	2014/2013 (%)	2014/Moyenne 2009-2013 (%)
Vins AOP	22 113	+ 18	+ 4
Vins pour eaux-de-vie	8 561	+ 10	+ 9
Vins IGP	12 618	+ 0	- 1
Autres vins (dont vins sans IG)	3 157	- 2	- 18
Total vins	46 449	+ 10	+ 2

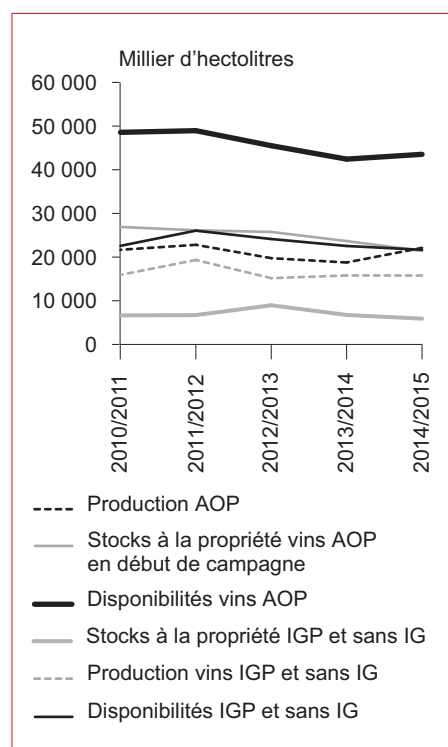
Sources : Agreste pour 2014, Douanes pour années antérieures

à 44,4 millions d'hl. Ces chiffres sont encore provisoires, la récolte de l'Italie pourrait être révisée à la baisse en raison des intempéries. Au niveau mondial, selon l'OIV, la production 2014, estimée à 271 millions d'hl hors jus et moûts, baisserait de 6 % sur un an.

D'après les données provisoires de la direction générale des Douanes, les stocks français de vins à la propriété pour le début de campagne 2014/2015, s'élèvent à près de 27,3 millions d'hectolitres, en baisse de 10 % par rapport à l'an dernier. La récolte 2013 a été historiquement basse et les stocks sont orientés à la baisse pour toutes les catégories de vins, mais plus fortement pour les vins sans IG (- 21 % à 1,3 million d'hl par rapport au niveau de 2012/2013, de 1,7 million d'hl).

Au final, les disponibilités (production + stocks) au début de la campagne 2014/2015, estimées à 65,2 millions d'hl, sont équivalentes à celles de la campagne précédente, tous vins confondus. Les disponibilités en AOP progresseraient de 3 % sur un an, en raison de la forte augmentation atten-

Les disponibilités de vins AOP sont estimées en légère augmentation en 2014



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

due de la production sur un an (+ 18 %). La disponibilité des vins IGP et sans IG diminuerait de 4 %, en raison de la forte baisse des stocks.

Ventes en vrac en forte hausse pour les vins IGP

Après avoir nettement baissé (- 50 %) en 2013, les volumes de transactions de vins en vrac IGP progressent fortement sur un an, d'après les données collectées par FranceAgriMer. Sur le cumul des 14 premières semaines de campagne 2014/2015, les ventes de vins IGP rouges-rosés et blancs s'accroîtraient respectivement de 89 % et 109 % par rapport à la campagne précédente. Sur la même période par rapport à 2013, les vins blancs sans indication géographique (IG) augmenteraient de 16 %. Seuls les volumes échangés des vins rouges sans IG diminueraient de 6 %, sur la même période.

Ce sont les volumes de vins IGP ou sans IG avec mention de cépage qui croissent le plus comparés à 2013 (respectivement de 128 % et de 61 %). Viennent ensuite, les volumes de vins IGP sans mention de cépage (+ 30 %). En revanche, les volumes de vins sans IG sans mention de cépage reculent de 22 % par rapport à 2013. Ces évolutions ne correspondent qu'aux premières tendances de début de campagne et concernent des volumes minoritaires (10 % en moyenne par rapport à l'ensemble d'une campagne), encore issus de la récolte précédente.

Ce début de commercialisation, en net progrès par rapport à la campagne précédente pour les vins IGP, s'explique par une demande plus présente que l'an dernier, concentrée sur les vins blancs et rosés.

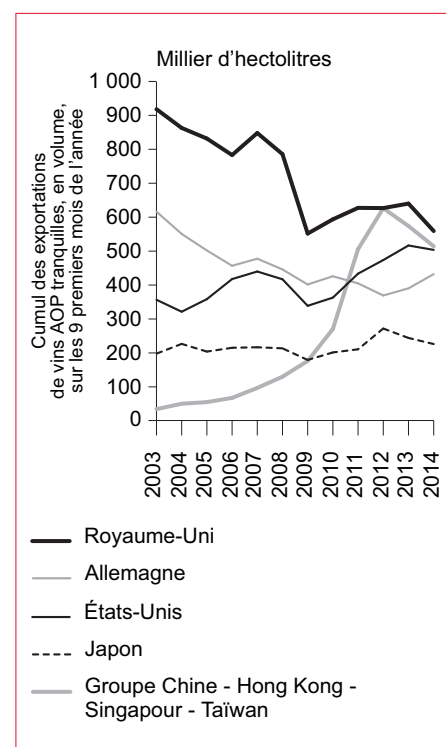
Deuxième année d'érosion pour les exportations de vins français

Les exportations globales de vins hors spiritueux diminuent en volume de 1 %, après la faible récolte de 2013, et de 3 % en valeur, sur les trois premiers trimestres par rapport à la même période de 2013. Cette légère contraction sur les neuf premiers mois de 2014 survient après un premier recul en 2013.

Les volumes exportés reculent sur un an, aussi bien à destination de l'Union européenne (- 1 %) que vers les pays tiers (- 2 %). Cependant, cette tendance générale masque des disparités entre catégories de vins.

Sur les neuf premiers mois de 2014, les vins tranquilles AOP régressent de 6 % sur un an en volume et de 11 % en valeur. Ces vins reculent dans l'UE (- 5 % en volume), avec au Royaume-Uni, une chute de 13 % en volume et de 33 % en valeur. Vers les pays tiers, les volumes de vins AOP exportés reculent de 6 %, notamment vers l'Asie. Ce recul atteint 10 % pour le groupe « Chine, Hong Kong, Singapour et Taiwan », après une baisse marquée en 2013. En Chine, les actions du gouvernement visant à essayer de limiter la pratique des cadeaux luxueux dans les relations d'affaires, pourraient avoir réduit la consommation de cette catégorie de vins mais le déstockage du négoce a pu également jouer. Vers le Japon, la baisse atteint - 7 % tandis que vers les États-Unis, la baisse est moins prononcée (- 3 %). Les principaux vins d'appellation concernés par

Les exportations de vins AOP à destination de l'Allemagne s'accroissent



Source : DGDDI (Douanes)

cette baisse des exportations sont ceux de Bordeaux rouge (- 9 % sur un an, essentiellement vers la Chine) et de Bourgogne blanc (- 16 % sur un an, principalement vers l'UE).

Toutefois, la situation des vins tranquilles AOP s'améliore au troisième trimestre par rapport aux deux premiers. Au troisième trimestre, le recul sur un an est de seulement 0,5 % en volume et de 1 % en valeur grâce à une nette amélioration des ventes vers l'UE : l'évolution sur un an redevient positive à la fois en volume (+ 4 %) et en valeur (+ 7 %). Cette amélioration des exportations vers l'UE provient essentiellement d'une forte progression sur un an des exportations en volume vers l'Allemagne au troisième trimestre (+ 52 %). Vers les autres pays, les exportations sont en recul sur un an au troisième trimestre : - 12 % au Royaume-Uni et - 7 % pour le groupe Belgique-Luxembourg. Vers les pays

tiers d'Asie, la baisse sur un an des exportations des vins AOP au troisième trimestre a été moindre que celle observée lors des deux premiers trimestres.

Enfin, les autres vins tranquilles enregistrent une augmentation de leurs volumes exportés (+ 2 %), soit 5,3 millions d'hl. Sur un an, les vins IGP et sans IG gagnent respectivement 1 % et 2 % en volume ainsi que respectivement 3 % et 6 % en valeur. Parmi les exportations de vins sans IG, c'est la catégorie sans mention de cépage qui progresse le plus (+ 3 % en volume et + 7 % en valeur).

S'agissant du champagne, les exportations progressent en volume (+ 6 %) et en valeur sur les 9 premiers mois de l'année 2014. La hausse des exportations concerne aussi bien l'Union européenne (+ 5 %) que les pays tiers (+ 6 %). De janvier à septembre 2014, les volumes exportés de Cognac diminuent de 6 % comparés à la même période de 2013. La baisse des volumes concerne plus particulièrement l'Union européenne (- 10 %), la Chine (- 34 %) et Singapour (- 21 %). À destination des États-Unis, les exportations sont soutenues (+ 11 %). Toutes

destinations confondues, le chiffre d'affaires du Cognac à l'exportation baisse, quant à lui, de 11 %.

Fermeté des prix des vins hors appellation

Sur le premier trimestre de la campagne 2014/2015, les prix moyens pondérés par les quantités vendues des vins IGP et sans IG augmentent sur un an de respectivement 16 % et 20 %, toutes couleurs confondues.

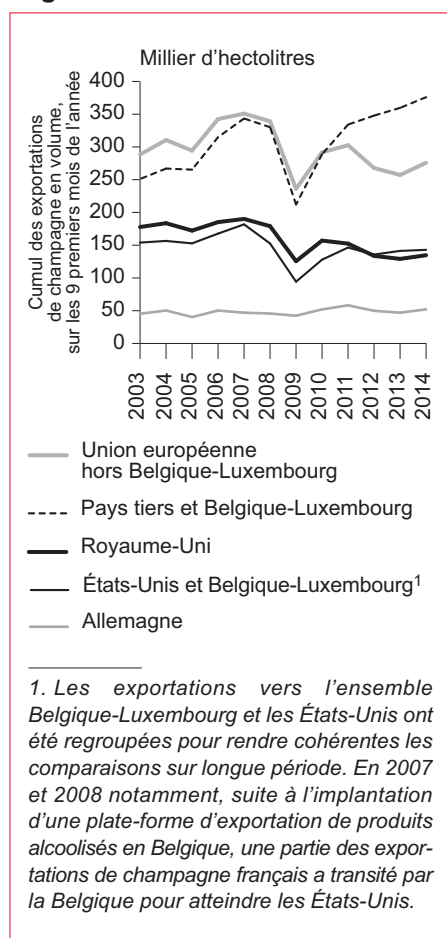
La plus forte augmentation de prix concerne les vins blancs sans IG (+ 21 %). Viennent ensuite, les vins rouges sans IG (+ 17 %), les vins rouges IGP (+ 16 %) et enfin, les vins blancs IGP (+ 13 %).

Vins d'appellation : les prix reculent depuis mai 2014, après une hausse marquée lors de la campagne précédente

Pour les vins d'appellation hors champagne et toutes appellations confondues, les prix de la campagne 2013/2014 - mesurés par l'indice des prix agricoles entre août 2013 et juillet 2014 - ont progressé de 19 %, comparés à ceux de 2012/2013, en raison de

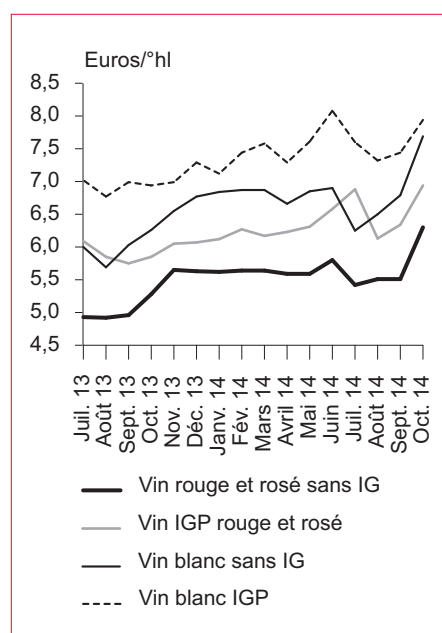
Depuis mai 2014, les prix des vins d'appellation ont baissé pour se retrouver en octobre au niveau de janvier

Les exportations de champagne augmentent en 2014

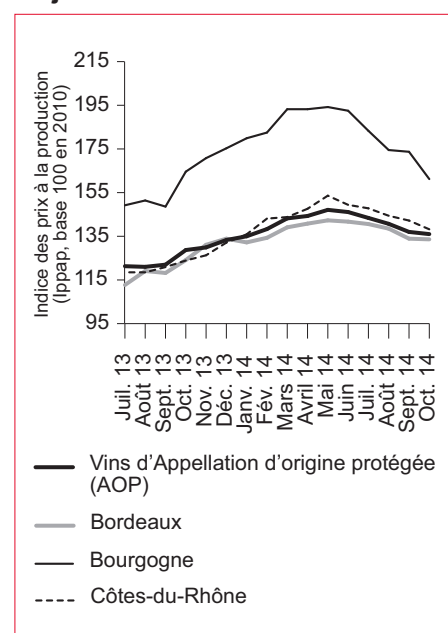


Source : DGDDI (Douanes)

Les cours sont fermes pour l'ensemble des vins IGP ou sans IG



Source : FranceAgriMer, contrats d'achats



Source : Insee

faibles disponibilités. Les prix des appellations des vins de Bourgogne et de Provence ont poursuivi leur hausse (respectivement + 31 % et + 19 %). Le prix du champagne a aussi progressé de 2 % entre ces deux campagnes.

Pour les vins d'appellation hors champagne, les prix sur les trois premiers mois de la nouvelle campagne 2014/2015 (entre août et octobre 2014) augmentent de 11 % par rapport à la même période de l'année précédente

et de 30 % par rapport à la même période des années 2009-2013. Dans tous les bassins viticoles, les prix de début de campagne sont en hausse sur un an. Pour les vins de Bordeaux, les cours progressent de 12 % comparés à 2013 (+ 30 % comparés à la moyenne des cinq dernières campagnes). Pour les vins de Bourgogne, les prix progressent également tant par rapport à 2013 (+ 10 %) que par rapport à la moyenne sur cinq ans (+ 46 %). Quant aux prix des vins des

Côtes-du-Rhône, ils augmentent de 17 % comparés à ceux de l'an dernier et de 33 % par rapport aux prix moyens 2009-2013.

Toutefois, le prix des vins d'appellation est orienté à la baisse sur les derniers mois. Il recule depuis mai 2014 pour retrouver en octobre, un niveau similaire à celui de janvier 2014. La baisse concerne toutes les appellations et particulièrement celles de vins de Bourgogne.

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG (vins sans indication géographique) et IGP (vins à indication géographique protégée), au niveau de la première commercialisation, Ces données sont issues des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer : www.franceagrimer.fr/.
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 des Douanes : www.douane.gouv.fr/
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI).

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Conjoncture agricole - Viticulture » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Viticulture » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « La récolte viticole 2014 est estimée au 1^{er} novembre à 46,5 millions d'hectolitres, en hausse par rapport à 2012 et 2013 », Infos rapides Viticulture n° 4/4, novembre 2014
- « Foncier viticole : les appellations les plus prestigieuses tirent les prix des vignes à la hausse », Synthèses n° 2014/239, juin 2014
- « Fermeté du prix des vins en début de campagne de commercialisation 2013/2014 », Synthèses n° 2014/233, mars 2014

[Retour éditorial](#)

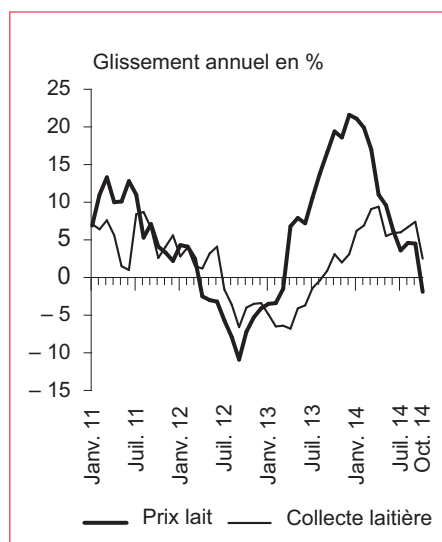
Chute des cours mondiaux des produits laitiers au second semestre 2014

En octobre 2014, le prix du lait à la production baisse légèrement, en glissement annuel, après 18 mois consécutifs de hausse. La collecte laitière, en forte progression comme le prix du lait depuis près d'un an et demi, est elle aussi pratiquement redescendue au niveau d'octobre 2013. Ces inversions de tendance font suite au retournement des prix des produits industriels (poudres et beurre) sur les marchés internationaux qui, après avoir atteint des sommets fin 2013 se sont détendus au premier semestre 2014 avant de décrocher durant l'été 2014, face au ralentissement de la demande mondiale puis à la mise en place de l'embargo russe. Les fabrications françaises de beurre et de poudre de lait écrémé ont bénéficié de la hausse de la collecte laitière durant les trois premiers trimestres 2014.

Le prix français à la production laitière est en retrait en octobre 2014

En octobre 2014, après une croissance continue de 18 mois, le prix du lait à la production en France a reculé de 2 % par rapport à octobre 2013 selon l'enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer. Ce recul fait suite à la chute des cours mondiaux et européens des produits laitiers. En effet, après s'être détendus durant le 1^{er} semestre 2014, les cours ont décroché à partir d'août. Ce repli s'explique d'une part par une accélération de la collecte laitière mondiale sur les six premiers mois de l'année 2014. D'autre part, à partir du 2nd semestre 2014, le commerce mondial des produits laitiers a sensiblement ralenti, la Chine ayant freiné ses importations. Enfin, l'annonce de l'embargo russe sur les pro-

En octobre 2014, la hausse de la collecte laitière ralentit sur un an



Source : Enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer
- À partir de 2013, les prix proviennent de l'enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer.
- Avant 2013, les prix sont issus de l'enquête du SSP SM-lait.

duits européens, nord-américains et australiens a accentué la chute des cours.

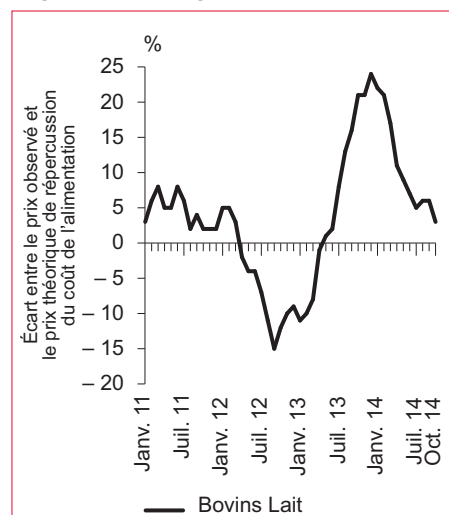
Le contexte est moins propice à la production laitière durant le 2nd semestre 2014

En relation avec l'évolution du prix du lait, la croissance de la collecte laitière française a nettement ralenti en octobre 2014. Elle n'est plus que 2,5 % au-dessus de celle d'octobre 2013 alors qu'en avril 2014 elle avait progressé de 9 % par rapport à avril 2013, atteignant ainsi un niveau record.

La collecte laitière avait redémarré en juillet 2013, après 12 mois consécutifs de baisse, la conjonction de facteurs favorables ayant incité les producteurs à accroître leur production. Au

redressement du prix du lait, étaient venues s'ajouter, en 2013, des conditions de production avantageuses, avec la réduction du prix des aliments pour vaches laitières et des facteurs climatiques propices à la pousse de l'herbe. Avec la perspective de sortie des quotas, le cheptel laitier s'est même accru (*Hausse confirmée des effectifs de vaches laitières en France en mai 2014 Lait, n° 2014/252, octobre-novembre 2014*). En 2014, ces conditions sont progressivement deve-

Durant l'année 2014, le rapport entre le prix du lait de vache et le coût de l'aliment pour vaches laitières a été moins favorable à la production qu'en début d'année



Note de lecture : l'indice du prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation en octobre 2014 par rapport à octobre 2013 est égal à :

- l'évolution du coût de l'aliment entre octobre 2014 et octobre 2013 (- 5 %) * la part que représente le coût de l'aliment dans la production laitière (25 %) * l'indice observé du prix du lait en octobre 2013 (119,16), soit la formule :

$$119,16 * [100 + (- 5 \% * 25 \% 100)] / 100 = 118,06 ;$$

- l'écart relatif entre le prix observé et le prix théorique de répercussion du coût de l'alimentation pour le mois d'octobre 2014 est égal à : indice observé / indice théorique - 1, soit :

$$(122,17 / 118,06) - 1 = 3,5 \% ;$$

- en octobre 2014, le prix du lait observé est supérieur de 3,5 % au prix théorique de répercussion.

Sources : Insee, Agreste

nues moins favorables, avec notamment la détérioration du rapport du prix du lait sur celui de l'aliment. Ainsi, malgré un été pluvieux et un automne doux favorables à la production d'herbe, la hausse sur un an de la collecte a ralenti en octobre 2014.

Les prix industriels ont fortement décroché depuis août 2014

Le prix à la production du lait standard répercuté, avec plus ou moins de délai, la valorisation des produits industriels et des produits de consommation, dans le cadre de contrats prévoyant des indexations. Les entreprises françaises tiennent en général compte, dans les mécanismes de fixation des prix, du prix des produits laitiers français, mais aussi des cours de la concurrence mondiale.

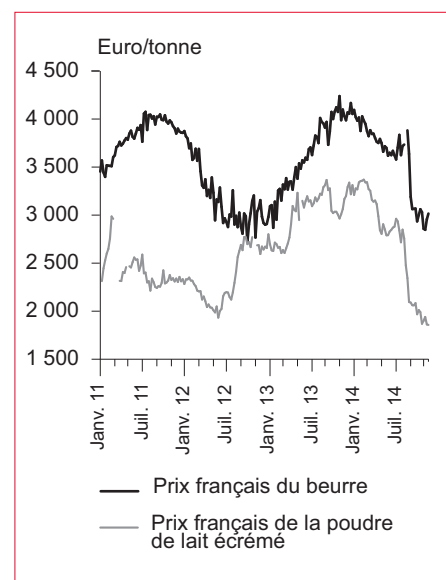
En octobre 2014, les prix des produits industriels se sont stabilisés sur les marchés mondiaux et français, après avoir fortement chuté. Durant l'été 2014, les cours ont en effet décroché. En août 2014, le cours de la poudre de lait écrémé a fortement fléchi en France pour se retrouver à son plus bas niveau de 2012 (2 100 €/t en août 2014, soit un retrait de près de 30 % en deux mois). Le prix de la poudre de lait écrémé avait bondi en avril 2013, atteignant 3 200 €/t sur les marchés européens. En 2014, il a continué de croître jusqu'au début du printemps, tiré par l'envolée du prix des expéditions néo-zélandaises, en réponse aux achats chinois. Le cours de la poudre de lait écrémé a ensuite entamé son mouvement de retrait. Le cours de la poudre grasse a suivi la même tendance que celui de la poudre de lait écrémé. En août 2014, il a diminué jusqu'à son plus bas niveau de 2012. Le prix du beurre a mieux résisté sur les marchés européens à la détérioration des cours mondiaux. Début novembre 2014, il a continué de se rétracter mais de manière moins prononcée qu'en été. En avril 2013, le prix du beurre en Europe s'était hissé jusqu'aux niveaux record de 2007 et 2011, soit 4 200 €/t. Ce bond du prix du beurre faisait suite au manque

de disponibilité sur les marchés. À partir du milieu 2013, le prix du beurre s'était orienté à la baisse tout en restant bien supérieur au bas niveau de 2012.

Les tensions sur la collecte mondiale de lait ont tiré les prix industriels à la hausse au 1^{er} semestre 2013

La baisse des prix de produits industriels en 2014 s'inscrit dans un contexte de hausse de la collecte laitière au 1^{er} semestre, répondant à une importante demande internationale depuis 2013. Cette année-là, les conditions climatiques pluvieuses en Europe et en Argentine ainsi que la sécheresse en Océanie ont limité les capacités de collecte laitière mondiale. De plus, la Chine, moteur de la demande internationale, a réalisé d'importants achats à cette même période, en réponse à une demande interne très présente.

La baisse des prix des produits laitiers français observée depuis le début de l'année 2014 s'est accélérée en août

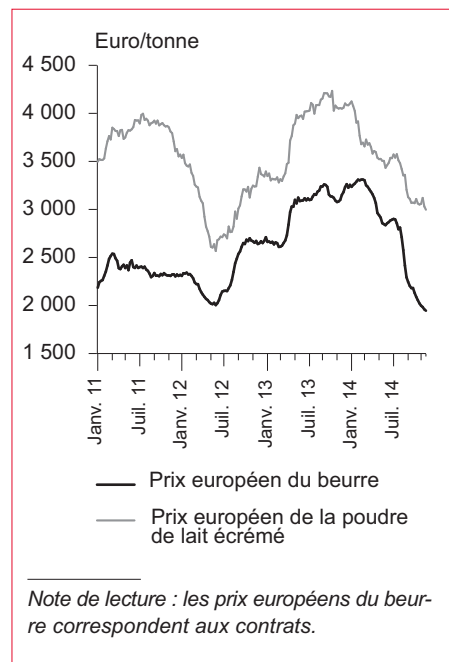


Note de lecture : les prix français du beurre sont décalés par rapport aux prix européens, car les prix français correspondent aux facturations tandis que les prix européens correspondent aux contrats.

Source : FranceAgriMer

La baisse de la collecte laitière dans les principaux bassins producteurs (UE à 27, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie et Argentine), conjuguée à une demande mondiale très

Les prix du beurre et de la poudre de lait écrémé européens ont également décroché durant l'été 2014



Source : Observatoire européen du marché du lait

dynamique, s'est traduite par un manque de disponibilité en lait. Cette disponibilité insuffisante a entraîné, à partir de mars 2013, une augmentation des cours mondiaux du beurre, de la poudre de lait et du fromage. La revalorisation des prix des produits industriels s'est ensuite répercutée plus ou moins vite selon les pays sur le prix du lait à la production. L'envolée des prix des produits industriels a ainsi débuté en mars 2013 sur les marchés océaniques et de façon moins vive et plus tardive, en avril 2013, sur les marchés européens (*Reprise attendue du prix du lait de vache, Lait n° 2013/212, juin 2013*).

Les fabrications de beurre et la poudre de lait écrémé ont bénéficié de la hausse de la collecte laitière

Depuis le début de l'année 2014, les fabrications des produits laitiers profitent d'une forte disponibilité en lait et d'une demande ferme. Au 1^{er} semestre 2014, avec un commerce international très dynamique, les échanges mondiaux de poudre de lait écrémé et de beurre ont été très importants, portés par les exportations européennes.

En effet, au cours de ce semestre, la Chine a continué d'accroître ses importations de poudre de lait (grasse et écrémé), accroissement amorcé en 2013. Au 2nd semestre 2014, elle a réduit ses importations de beurre et de poudre grasse mais a maintenu celles de poudre de lait écrémé. Les exportations françaises de poudre de lait écrémé ont ainsi progressé de 65 % et celles de beurre de 37 %, entre septembre 2013 et 2014. Cette demande internationale a stimulé les fabrications de poudre de lait en Europe comme dans les autres grands bassins de production. Au 2nd semestre 2014, les fabrications en hausse des produits industriels dans les principaux bassins exportateurs ont été supérieures à la demande mondiale. Les stocks européens de poudre dépassaient les 160 000 tonnes, en juillet 2014, selon l'institut de l'élevage. En France, le surcroît de collecte a permis l'augmentation de la production de beurre et de poudre de lait écrémé (destinée à la consommation humaine). En cumulé sur les neuf premiers mois de l'année 2014, les fabrications de beurre et de poudre de lait écrémé ont progressé (respectivement + 8 % et + 35 %) par rapport à la même période en 2013.

Sources, définitions et méthodes

- La nouvelle enquête mensuelle laitière SSP/FranceAgriMer résulte de la fusion de l'enquête mensuelle laitière unifiée SSP/FranceAgriMer pour les données de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers, et de l'enquête situation mensuelle laitière du SSP pour les données sur les prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache.
- Les statistiques de la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur.
- L'observatoire européen du marché du lait pour les données de prix du lait dans les États membres.
- L'enquête FranceAgriMer/ATLA pour les prix des produits industriels.

Pour en savoir plus

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Hausse confirmée des effectifs de vaches laitières en France en mai 2014 », Synthèses n° 2014/252, octobre-novembre 2014
- « Une collecte laitière toujours en hausse en septembre 2014 », Infos rapides Lait n° 9/12, novembre 2014
- « Tendances lait et viande, la lettre de conjoncture », Institut de l'élevage, n° 251, novembre 2014
- « Des territoires laitiers contrastés », Primeur n° 308, décembre 2013

CONSOMMATION

Synthèses décembre n° 2014/256

Retour éditorial

En 2014, les ménages ont acheté globalement moins de viande, mais plus de viande à « moindre temps de préparation »

En 2014, les ménages ont acheté moins de viande que l'an passé pour leur consommation à domicile mais à un prix moyen un peu plus élevé. Malgré un contexte économique défavorable, le prix n'a pas été le seul déterminant de la consommation de viande des ménages. L'été maussade ainsi que la douceur exceptionnelle du reste de l'année 2014 ont perturbé les achats saisonniers des ménages, en particulier les achats de grillades. De plus, les viandes à « moindre temps de préparation » ont continué d'être privilégiés, notamment la viande de bœuf hachée, les découpes de poulet frais et les élaborés de volailles.

En cumulé sur les dix premiers mois de 2014, les achats de porc et de poulet – viande fraîche, élaborés, charcuterie et surgelés confondus – se sont maintenus

	Quantités achetées en 2014 ¹ en %	Évolution en % sur un an des quantités achetées		Prix moyen en €/kg en 2014 ¹	Évolution en % sur un an du prix moyen d'achat	
		2014/2013 ¹	2013/2012 ¹		2014/2013 ¹	2013/2012 ¹
Viande de boucherie y compris élaborés, surgelés et charcuterie	74	- 0,7	+ 0,2	10,46	+ 1,0	+ 3,1
<i>dont bœuf²</i>	18	- 0,7	- 2,3	11,74	+ 1,0	+ 4,6
<i>veau</i>	4	- 5,0	- 1,7	15,64	+ 0,8	+ 3,2
<i>porc</i>	48	0,0	+ 1,2	9,38	+ 1,1	+ 3,1
<i>mouton et agneau</i>	3	- 5,8	- 2,2	13,91	+ 5,2	+ 0,9
<i>cheval</i>	0,3	- 9,4	+ 2,8	15,33	+ 2,1	- 0,6
Viande de volailles y compris élaborés, surgelés, charcuterie et lapin	26	- 1,5	+ 0,2	7,99	+ 1,7	+ 1,7
<i>dont poulet</i>	15	+ 0,1	+ 3,6	6,95	+ 1,7	+ 2,8
<i>dinde</i>	4	- 5,0	- 2,4	8,43	+ 1,2	+ 2,3
<i>canard</i>	1	- 1,6	- 6,5	12,21	+ 0,9	+ 4,0

1. Achats du panel = données calculées sur les 11 premières périodes de 4 semaines (= 30 décembre en 2013 au 2 novembre 2014 pour 2014).

2. Bœuf = viande bovine à l'exception du veau.

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Achats de viande pour la consommation à domicile : quantités en baisse à un prix plus élevé

Le panel de consommateurs Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer permet de suivre les évolutions des achats de ménages pour leur consommation

à domicile (*encadré – rubrique méthodes*). En cumulé sur les dix premiers mois, les sommes dépensées par les ménages ont continué de progresser en 2014 mais à un rythme moindre qu'en 2012 et 2013. Toutes formes confondues, c'est-à-dire viande fraîche hors élaborés, élaborés, char-

cuterie ou surgelés, les ménages ont acheté moins de viande que l'an passé mais à un prix moyen un peu plus élevé. En 2014, les achats de veau, de mouton et d'agneau et de cheval, viandes les plus onéreuses, ont nettement reculé. Les achats de dinde ont également diminué sensiblement ainsi

que, dans une moindre mesure, ceux de canard et de bœuf tandis que les achats de porc et de poulet, qui concentrent près des deux tiers des achats de viande des ménages pour leur consommation à domicile, se maintenaient.

Seul le porc, au prix plus abordable, gagne du terrain parmi les viandes de boucherie fraîches

En cumul de janvier à octobre, les achats de viande de boucherie fraîche hors élaborés ont reculé en 2014 pour la sixième année consécutive avec un prix moyen d'achat qui progresse moins que lors des trois dernières années (+ 0,7 % sur un an en 2014 contre + 3,3 % en moyenne par an sur la période 2009-2013). Parmi ces viandes fraîches, seul le porc a progressé (+ 1,5 % en cumul de janvier à octobre 2014 par rapport à 2013 sur la même période). Les achats de viande

fraîche de porc par les ménages ont profité de son prix bas comparative-ment aux autres viandes, 7,28 €/kg. De plus, son prix d'achat n'a augmenté en 2014 que de 0,7 %, en moyenne de janvier à octobre, par rapport à 2013 quand celui de la charcuterie de porc ou de poulet frais progressait respectivement de 1,3 % et 3 %.

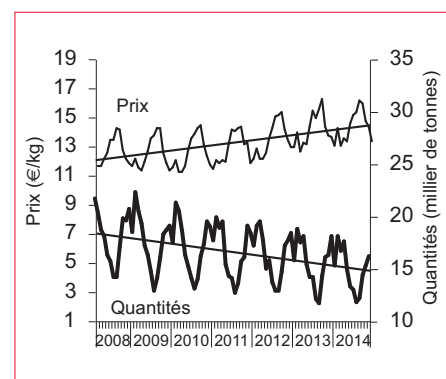
Les achats de bœuf frais ont diminué sur un an de 3,1 %, prolongeant la tendance des dernières années, au profit, semble-t-il, des achats de viande hachée fraîche (+ 4,8 %), débouché important pour la viande bovine, et des achats de surgelés, à 95 % du bœuf haché surgelé.

En 2014, les achats de veau frais, dont le prix moyen à 15,8 €/kg en 2014 a été le plus élevé des viandes fraîches, ont nettement diminué (- 6,4 %). Les achats d'agneaux semblent avoir également été pénalisés par leur prix, en hausse de 5 % par rapport à 2013.

Moins de viande à cuisiner : moins de pièces à bouillir, de pièces à braiser et de morceaux de porc demi-sel

La consommation de bœuf, de veau ou d'agneau frais est très saisonnière

Bœuf frais : des prix tendanciellement en hausse et des achats en baisse



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

En cumul sur les dix premiers mois, les achats de porc frais, viande hachée fraîche et élaborés de volaille ont augmenté en 2014

	Quantités achetées en 2014 ¹ en %	Évolution en % sur un an des quantités achetées		Prix moyen en €/kg en 2014 ¹	Évolution en % sur un an du prix moyen d'achat	
		2014/2013 ¹	2013/2012 ¹		2014/2013 ¹	2013/2012 ¹
Viande de boucherie y compris élaborés, surgelés et charcuterie	74	- 0,7	+ 0,2	10,46	+ 1,0	+ 3,1
Viande fraîche (hors élaborés et abats) ²	24	- 2,0	- 2,5	11,63	+ 0,7	+ 3,7
<i>dont viande fraîche de</i>						
<i>bœuf</i>	9	- 3,1	- 4,2	14,43	+ 1,4	+ 4,6
<i>veau</i>	3	- 6,4	- 1,9	15,80	+ 1,2	+ 3,7
<i>porc</i>	10	+ 1,5	- 1,0	7,28	+ 0,7	+ 5,1
<i>mouton et agneau</i>	2	- 5,0	- 3,3	14,05	+ 5,0	+ 0,9
<i>cheval</i>	0,3	- 9,5	+ 2,8	15,37	+ 2,3	- 0,7
Jambon et autres charcuteries	31	- 0,2	+ 1,3	10,36	+ 1,3	+ 2,2
Élaborés (hors viande hachée fraîche) ³	9	- 1,4	+ 4,3	9,47	+ 1,0	+ 4,3
Viande hachée fraîche	5	+ 4,8	+ 1,7	10,50	+ 2,4	+ 5,6
Surgelés	4	+ 1,1	- 1,4	6,55	+ 1,3	+ 5,0
Abats	2	- 6,8	- 1,0	9,30	+ 0,2	+ 2,9
Viande de volaille y compris élaborés, surgelés, charcuterie et lapin	26	- 1,5	+ 0,2	7,99	+ 1,7	+ 1,7
Volaille fraîche (hors élaborés) ²	17	- 2,6	- 1,1	7,67	+ 2,5	+ 2,3
<i>dont poulet frais</i>	11	- 1,3	+ 2,6	6,78	+ 3,0	+ 3,6
<i>dinde fraîche</i>	3	- 4,2	- 3,3	8,82	+ 1,9	+ 3,7
<i>canard frais</i>	1	- 1,4	- 6,4	12,21	+ 2,7	+ 4,0
Élaborés de volailles ³	5	+ 2,4	+ 5,4	8,20	0,0	- 1,1
Charcuterie de volailles	2	- 0,3	- 0,2	10,19	+ 1,2	+ 1,4
Surgelés de volailles	1	- 4,7	+ 7,9	6,97	- 2,6	+ 2,1
Lapin frais	1	0,0	- 6,2	9,02	+ 1,5	+ 3,5

1. Achats du panel = données calculées sur les 11 premières périodes de 4 semaines (= 30 décembre en 2013 au 2 novembre 2014 pour 2014).

2. Viande ou volaille fraîche = morceaux, entiers ou découpés, non préparés et non surgelés.

3. Élaborés = morceaux préparés non surgelés (pour plus de détail sur le contenu de ce champ, cf. rubrique source et à la suite de méthodes).

Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

et ne concerne pas les mêmes morceaux selon les différents moments de l'année. Les pièces à bouillir ou à braiser sont majoritairement consommées du début de l'automne au début du printemps, période où les températures sont généralement basses, tandis que la consommation des pièces à rôtir ou à griller est relativement stable sur l'année, à l'exception du pic autour des fêtes pascales pour l'agneau. Depuis quelques années, la tendance de consommation des viandes à bouillir et à braiser est à la baisse. En 2014, ce mouvement s'est confirmé pour le bœuf (- 7 %) et l'agneau (- 9 %) et amplifié pour le veau (- 10 % contre - 1,7 % en 2013). À l'instar du veau à braiser, les morceaux de porc demi-sel ont été fortement délaissés cette année (- 10 %), leur consommation ayant été pénalisée par la douceur exception-

nelle de l'hiver 2013-2014 puis du printemps et de l'automne 2014.

Plus d'élaborés mais un peu moins de charcuterie

En cumul de janvier à octobre, les achats d'élaborés ont continué de progresser en 2014, notamment la viande hachée fraîche. Constituée à 80 % de la viande de bœuf, la viande hachée progresse de 4,8 % malgré un prix relativement élevé (10,5 €/kg) et en hausse (+ 2,4 %).

Les achats de saucisses fraîches à cuire, qui ont représenté la moitié des quantités achetées d'élaborés hors viande hachée, restent également orientés à la hausse (+ 2,2 % après + 5 % en 2013). Leur consommation, très saisonnière, est relativement sensible aux conditions climatiques. En 2014, le fort ensoleillement des mois

de mars, avril et juin a dopé leurs achats sur ces périodes. À contrario, l'été maussade a freiné leur consommation en juillet et en août.

Les achats de brochettes et plateau grill/barbecue ont également été pénalisés par le mauvais temps estival (respectivement - 12 % et - 17 % de janvier à octobre 2014 par rapport à la même période en 2013).

Les élaborés de volailles continuent de progresser en 2014. Les achats d'élaborés de poulets progressent (+ 6 %) favorisés par un prix en léger recul (- 0,8 %) tandis que ceux de dinde régressent nettement (- 6 %).

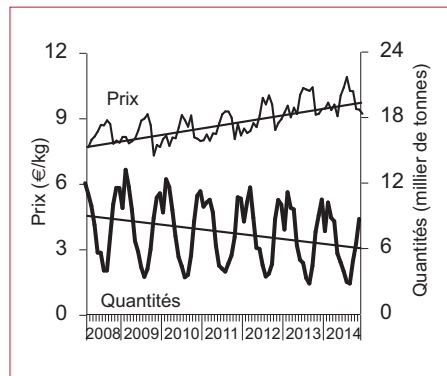
Contrairement aux années précédentes, le jambon et les autres charcuteries de porc ne semblent pas profiter d'un report de consommation des viandes de boucherie fraîches. Leurs achats, qui ont concentré plus de 30 % des achats totaux de viande des ménages sur les dix premiers mois de 2014, ont diminué très légèrement par rapport à 2013 (- 0,2 %) avec un prix moyen qui reste orienté à la hausse (+ 1,3 %).

Volailles fraîches : plus de découpe et moins d'animaux entiers

Les achats de volailles fraîches régressent plus fortement qu'en 2013. Les achats de poulets frais sont en retrait après deux années de hausse sous l'effet du fort recul des achats de poulets entiers (- 7 %), qui représentent moins d'un tiers des achats de poulets frais en 2014. Le recul du poulet entier

Jambon et charcuterie : pic des achats en automne et en hiver à un prix relativement stable sur l'année

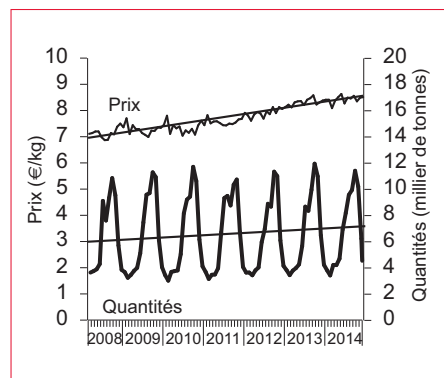
Viandes à bouillir et à braiser* : forte saisonnalité des prix et des quantités achetées



* Toutes les espèces sont comptabilisées, bœuf, veau, mouton, agneau, porc et cheval ; néanmoins, les achats des ménages de viande à bouillir et à braiser concernent essentiellement les viandes bovines.

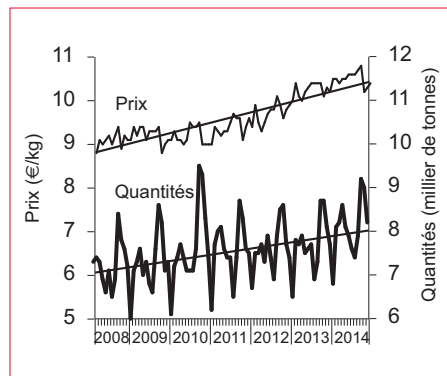
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Saucisses fraîches à cuire : pic des achats en été à un prix relativement stable sur l'année



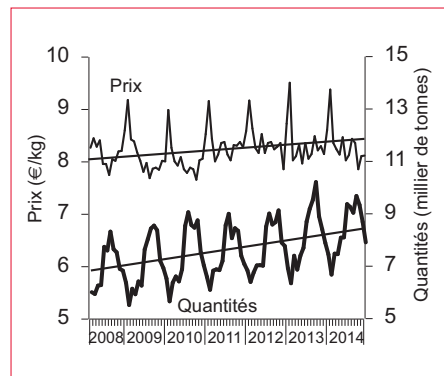
Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Viandes hachées : hausse des achats malgré leur renchérissement

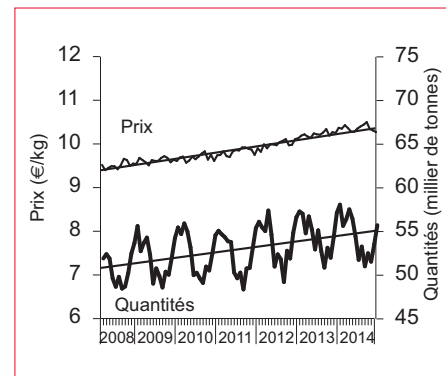


Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

Élaborés de volailles : pic des achats en été et pic des prix en fin d'année



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

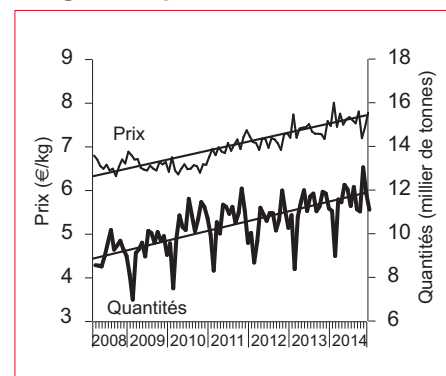


Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

label rouge (- 3,6 % après + 3,7 % en 2013) ne permet pas cette année de combler la forte désaffection pour le poulet entier standard (- 14 % après - 12 % en 2013). À l'inverse, les quantités de découpe achetées progressent de nouveau malgré un prix plus élevé et en plus forte hausse que le poulet entier (en moyenne de janvier à octobre, 7,58 €/kg en 2014 et + 2,8 % par rapport à 2013 pour la découpe de poulet contre 5,13 €/kg et + 1,4 % pour le poulet entier). Les

achats de dindes fraîches, pour la quasi-totalité de la découpe, restent orientés à la baisse, concurrencés par les découpes de poulet moins onéreuses (8,79 €/kg pour la découpe de dinde contre 7,58 €/kg pour celle de poulet) ; ceux de canards diminuent également mais dans une moindre mesure, le rebond des achats de magrets et filets (+ 4,5 %) atténuant le désintérêt des consommateurs pour le canard entier (- 11 % en 2014 après - 13 % en 2013).

Découpes de poulets frais : des achats en constante augmentation malgré des prix à la hausse



Source : Kantar Worldpanel pour FranceAgriMer

La consommation française de viande par habitant, orientée à la baisse depuis plus de 20 ans, rebondirait en 2014

En 2014, la consommation française de porc par habitant rebondirait

kg/habitant/an	1990	2000	2010	2013	2014 ⁴
Viandes^{1 2}					
bovine (y compris viande de veau)	29,8	25,7	25,9	24,0	23,9
porcine	37,1	36,1	33,3	32,0	32,7
mouton et chèvre	5,5	5,0	3,4	3,1	3,1
volaille	21,0	24,5	25,0	25,5	25,9
dont poulet	11,0	12,1	15,0	16,2	16,8
dinde	5,5	6,8	5,0	4,8	4,4
canard	1,8	3,1	3,1	2,9	3,0
autres viandes ³	12,0	8,0	4,6	3,4	3,3
Total viandes	106,2	99,3	92,2	88,1	88,9

1. En équivalent-carcasse, y compris graisses de découpe.

2. La consommation correspond à la consommation humaine.

3. Viandes d'équidés, de lapin, de gibier, ainsi que les abats destinés à la consommation humaine. Changement en 2008 dans la prise en compte des abattages intervenant dans le calcul de la consommation des autres viandes.

4. Consommation annuelle par habitant en 2014 est estimée en appliquant à la consommation annuelle 2013 l'évolution constatée sur les 3 premiers trimestres entre 2013 et 2014 puis en la rapportant à la population estimée au 1^{er} juillet 2014.

Champ : France, y compris les Dom à partir de 1996.

Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement

Les achats de consommation de viande, mesurés à partir du panel Kantar Worldpanel, ne permettent d'évaluer que la consommation des ménages de viande en l'état en excluant la consommation hors foyer. La consommation calculée par bilan (encadré – rubrique méthodes) permet, elle, de prendre en compte toutes les viandes consommées en France, aussi bien celles vendues en l'état aux ménages que celles vendues aux fabricants de plats préparés ou à la restauration, et est exprimée en équivalent-carcasse, y compris graisses de découpe. Elle permet également de disposer de données sur longue période. Mesurée par bilan, la consommation totale de viande a progressé en 2014 alors que les achats de viande par les ménages ont légèrement diminué, ce qui peut correspondre au développement de la consommation à domicile de plats préparés à base de viande et/ou de la consommation de viande hors foyer en 2014 par rapport à 2013. Cette tendance mériterait toutefois d'être confirmée sur plus longue période, les ordres de grandeurs des évolutions sur un an étant faibles.

Entre 1960 et 1980, la **consommation française de viande par habitant, mesurée par bilan** (encadré – rubrique définitions), a sensiblement augmenté (+ 1,5 % par an), elle a ensuite marqué le pas entre 1981 et 1992 (+ 0,2 % par

an) avant de reculer en tendance depuis 1993 (- 0,9 % par an). En 2014, elle progresserait, après trois années de baisse, sous l'effet de la hausse de la consommation de poulet et de porc et serait estimée à 88,9 kg (équivalent-carcasse, y compris graisses de découpe) par habitant sur l'année.

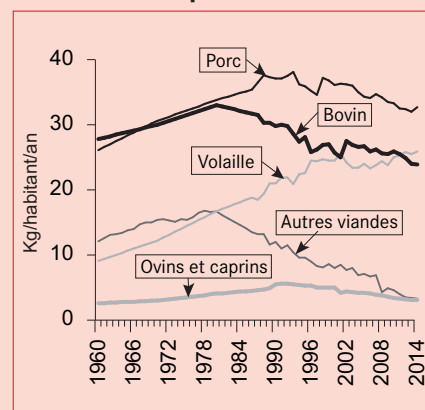
En 2014, la consommation de viande la plus importante resterait celle de porc, 32,7 kg par habitant. Orientée à la baisse depuis 1994, elle rebondirait en 2014 profitant d'un prix relativement bas, qui plus est légèrement en recul depuis le début de l'année.

Au 2^e rang, la consommation de volaille progresserait également et atteindrait 26,2 kg par habitant en 2014, dépassant depuis quelques années celle de viande bovine grâce à l'essor de la consommation de poulet depuis 2006 et la fin de la crise de l'influenza aviaire.

Quant à la consommation de viande bovine, elle serait pénalisée par un prix plus élevé et qui augmente plus vite que celui des viandes blanches (+ 1,6 % en moyenne de janvier à septembre en 2014 par rapport à 2013 pour la viande bovine selon l'indice de prix à la consommation calculé par l'Insee contre + 0,2 % pour la viande de volaille).

Depuis 1990, la consommation de viande par habitant et par an a diminué d'environ 17 kg, notamment de 6 kg pour la viande bovine, de 4,5 kg pour la viande porcine et de 2,5 kg pour la viande ovine. À l'inverse, la consommation de volaille a progressé d'environ 5 kg, grâce au succès de la viande de poulet.

Depuis le milieu des années 2000, la consommation de volailles par habitant progresse grâce au succès du poulet



Champ : France, y compris les Dom à partir de 1996.

Données interpolées entre 1960 et 1969, entre 1970 et 1979, puis entre 1980 et 1986.

1. En équivalent-carcasse, y compris graisses de découpe. Changement en 2008 dans la prise en compte des abattages servant de base à la consommation des autres viandes. Source : Agreste - Bilans d'approvisionnement.

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Les **achats de consommation** observés par **Kantar Worldpanel** pour FranceAgriMer reposent sur les relevés d'un panel de consommateurs et concernent uniquement les achats effectués pour leur consommation à domicile. La consommation hors foyer n'est pas couverte.

Les résultats sont extrapolés à l'ensemble de la population.

Tous les achats de consommation réalisés par les ménages sont comptabilisés. Dans cette étude, nous avons fait le choix d'exclure les gros achats.

Les données sont établies par périodes de quatre semaines, treize périodes formant une année.

Les données étudiées dans cette synthèse portent sur les onze premières périodes de 4 semaines, c'est-à-dire du 30 décembre 2013 au 2 novembre 2014 pour 2014, soit approximativement les dix premiers mois de l'année, janvier à octobre.

- La **consommation calculée par bilan** reprend l'ensemble des utilisations de viande pour l'alimentation humaine sur le territoire national (métropole + Dom). Elle est mesurée en équivalent-carcasse.

La consommation par bilan prend en compte par construction toutes les viandes consommées en France, vendues en l'état aux ménages, vendues aux fabricants de plats préparés, ou à la restauration.

Elle est calculée à partir des abattages, augmentés des importations de viandes, diminués des exportations et des variations de stocks.

Définitions

- La **consommation de viande par habitant** correspond à la consommation calculée par bilan sur l'année N rapportée à la population estimée au 1^{er} juillet de l'année N considérée. Elle est mesurée en kilogrammes-équivalent-carcasse par habitant. Sa variation correspond donc à la variation de l'utilisation de viandes pour l'alimentation humaine sur le territoire nationale corrigée de l'évolution démographique de la population, environ + 0,5 % chaque année depuis 2008.

- **Contenu des différents postes de consommation de viande du panel Kantar Worldpanel**

- **Viandes de boucherie fraîches hors élaborés** = morceaux à griller ou rôtir (ex : steak pour le bœuf, escalope pour le veau, gigot pour l'agneau, côte ou filet pour le porc,...) + morceaux à bouillir ou braiser (ex : bourguignon pour le bœuf, blanquette pour le veau,...)
- **Volailles fraîches hors élaborés** = volailles entières ou découpe de volailles
- **Élaborés de viande de boucherie** = viande hachée fraîche, saucisse fraîche à cuire (chipolata, merguez,...), morceaux demi-sel de porc, paupiette, brochette,...
- **Élaborés de volaille** = volaille entière cuite ou rôtie, découpe cuite ou aromatisée, panés, brochettes,...
- **Jambon et charcuterie** = jambon cuit et cru/sec, lardons, poitrine, bacon, pâtés, saucisses à pâte fine, saucissons secs et salami,...
- **Traitement des doubles comptes**
 - pour les viandes de boucherie, il a été fait le choix dans cette étude de comptabiliser les saucisses à gros hachage (= saucisses fraîches à cuire = chipolata, merguez,...) uniquement au sein du poste élaborés de viande de boucherie et pas dans le poste jambon et charcuterie.
 - pour les volailles, il a été fait le choix de comptabiliser le jambon de volaille et les saucisses de volaille uniquement dans le poste charcuterie de volaille et pas dans le poste élaborés de volaille.

Méthodes

- Il existe deux types d'informations concernant la consommation de viande : les achats de consommation effectués auprès des ménages et la consommation mesurée par bilan.

- Les **achats de consommation** consistent à interroger un panel de consommateurs à qui l'on demande de faire un relevé systématique des quantités achetées et d'extrapoler ensuite les résultats obtenus à l'ensemble de la population. Par construction, cela ne permet d'évaluer que la consommation des ménages en excluant la consommation hors foyer.
- La **mesure de la consommation par bilan** part du fait que les carcasses disponibles pour la consommation humaine après abattage vont être dans un délai bref stockées, exportées ou consommées. En déduisant des abattages les entrées en stocks et les exportations on obtient ainsi une estimation du total des viandes mises à la consommation. On y rajoute enfin les viandes importées et les sorties de stocks, mises à la consommation. La consommation par bilan comprend donc toute la viande mise à la consommation, que ce soit en foyer, hors foyer ou sous forme de plat cuisiné. Ces quantités sont toutefois évaluées en carcasses entières d'animaux alors que la viande qui parvient dans l'assiette du consommateur est en fait une viande nette, débarrassée d'une bonne partie de la graisse et des os qui sont dans la carcasse. Pour la viande bovine, il faut environ 130 kg de carcasse pour produire 100 kg de viande désossée.

- Les deux types d'évaluation de la consommation donnent assez logiquement des résultats divergents :

- en niveau, les écarts sont sensibles. Ils correspondent notamment à la différence carcasse/viande nette, à la restauration hors foyer et plats cuisinés à base de viande, au champ éventuellement restreint du panel (exclusion des touristes) et au défaut de déclaration des panélistes (oublis).
- en évolution, les deux méthodes convergent plus sur courte période que sur longue période, les facteurs de divergence évoluant relativement lentement : évolution de la consommation hors foyer et des plats cuisinés, évolution de la part de carcasse qui parvient dans l'assiette du consommateur,...

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Bulletin » pour les séries chiffrées
- dans la rubrique « Conjoncture - Consommation » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Baisse de la consommation française de viande, après une reprise en 2010 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2013/225, décembre 2013
- « Tassement de la consommation de viandes en 2011 », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2012/173, mars 2012
- « En 2010, la consommation de viande se porte mieux », Synthèses Conjoncture Consommation n° 2010/133, octobre 2010
- « Moins de matières grasses animales dans nos assiettes - Évolution sur dix ans de la consommation alimentaire », Agreste Primeur n° 236, mars 2010
- « En 2009, la consommation de viande se contracte encore », Synthèses Conjoncture Consommation de viande n° 2009/95, octobre 2009
- « La consommation alimentaire à l'épreuve de la crise », Analyse, prospective et évaluation n° 10, juillet 2009

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofournitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
ICA : indice de chiffre d'affaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
Naf : nomenclature d'activités française
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Paul Casagrande
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr